

# Le conseil du territoire PARIS TERRES D'ENVOL

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège

Boulevard de l'Hôtel de ville 93600 Aulnay-sous-Bois  
(Seine Saint-Denis)

REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL DE TERRITOIRE

Nombre de membres en exercice : 80

Présents : 63

Excusés : 14

Absents : 3

**REUNION DU 1<sup>ER</sup> MARS 2021**

Le président certifie, sous sa responsabilité,  
le caractère exécutoire du présent acte  
(conformément à l'article L2131-1 du CGCT)  
Affiché le :

L'an DEUX MILLE VINGT-ET-UN, le LUNDI PREMIER MARS à VINGT HEURES, le conseil de territoire, dûment convoqué le VINGT-TROIS FEVRIER DEUX MILLE VINGT-ET-UN, s'est réuni, à Aulnay-sous-Bois, Espace Pierre Peugeot 1 boulevard André Citroën, sous la présidence de Monsieur Bruno BESCHIZZA.

## ETAIENT PRESENTS

Mme ABDELLAOUI Leïla, Mme ADLANI Farida, M. ASENSI François, M. ATTIORI Olivier, M. BAILLON Jean-François, M. BESCHIZZA Bruno, M. BLANCHET Stéphane, M. BORSALI Jean-Baptiste, Mme BOUTHORS Jacqueline, Mme BRAHIM Marwa, M. CAHENZLI Denis, M. CANNAROZZO Frank, M. CARRE Julien, M. CHAVAROC Grégory, M. CHERIGUENE Abdelouaheb, Mme COLLET Marie-Claude, M. DACHIVILLE Romain, Mme DE CARVALHO Virginie, M. DESRUMAUX Denis, M. DRIEU Fleury, Mme DUBOE Nicole, M. EL KOURADI Fouad, Mme FAOUZI Hanane, M. GEFFROY Philippe, M. GESELL Quentin, M. GUYON Olivier, M. HAN Bo, Mme HERSEMEULE Carmen, M. JIAR Youssef, Mme KHATIM Karima, Mme LAGARDE Aude, Mme LANCHAS-VICENTE Karine, M. LAPORTE Pierre, M. LASTAPIS Michel, Mme LEFEVRE Bénédicte, Mme LEMARCHAND Brigitte, M. MANGIN Anthony, M. MARAN Max, Mme MAROUN Séverine, M. MARQUES Paulo, M. MEIGNEN Thierry, Mme MEKKI Chérifa, Mme MENDES Odette, Mme MEYER Karine, M. MIGNOT Didier, M. MILLARD Jean-Luc, Mme MISSOUR Sabrina, Mme MOREAU Chantal, M. MORIN Sébastien, M. MOULINNEUF Serge, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme PERRON Christine, M. PRUNIER Gérard, M. RAMADIER Alain, Mme SAGO Aïssa, M. SAULIERE Gilles, M. TURBIAN Julien, Mme VALLETON Martine, M. VAZ Micaël, Mme VERTE Monique, Mme YERRO Georges-Marie, Mme YOUSSEF Mélissa, M. ZANGRILLI François.

## EXCUSES

Mme BELMOUDEN Fatima, M. BELOUCHAT Rachid, M. BOUMEDJANE Karim, Mme BOUR Patricia, M. CHANTRELLE Laurent, M. CHAUSSAT Jacques, Mme DA COSTA Marie-Lyne, Mme DELMONT-KOROPOULIS Annie, M. FERREIRA Lino, Mme JAOUANI Amel, M. LAGARDE Jean-Christophe, Mme LAGNEAU Muriel, Mme MABCHOUR Najet, Mme PINHEIRO Amélie.

## AYANT DONNE POUVOIR A

Mme MAROUN Séverine, M. MIGNOT Didier, M. MUSQUET Jean-Marie, Mme MEYER Karine, Mme MEKKI Chérifa, M. MORIN Sébastien, M. BORSALI Jean-Baptiste, M. BESCHIZZA Bruno, M. LAPORTE Pierre, M. GUYON Olivier, M. MANGIN Anthony, Mme BOUTHORS Jacqueline, M. BAILLON Jean-François, M. CANNAROZZO Frank,

## ABSENTS

Mme BENAMMOUR Mériem, Mme MABIRE-LOISON Myriam, Mme ROLAND IRIBERRY Nelly.

## SECRETAIRE DE SEANCE

M. ATTIORI Olivier

## DELIBERATION N°11 – URBANISME - AVIS DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL PARIS TERRES D'ENVOL SUR LA MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE TREMBLAY-EN-FRANCE DANS LE CADRE DU PROJET DE REALISATION DE LA MAISON D'ARRET DE SEINE-SAINT-DENIS

### **Le conseil de territoire,**

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur François ASENSI,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 5219-5,

**Vu** le code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 153-54 à 153-59 et R. 153-14,

**Vu** le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme ;

**Vu** l'enquête publique unique, prescrite par arrêté préfectoral n°2020-1578 du 22 juillet 2020, qui s'est déroulée du lundi 14 septembre 2020 au vendredi 16 octobre 2020 inclus, regroupant l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis à Tremblay-en-France et à Villepinte, emportant mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Tremblay-en-France, et l'enquête parcellaire,

**Vu** le rapport et les conclusions de la commissaire enquêteur relative à ladite enquête publique unique et parcellaire en date du 4 janvier 2021, ci-annexé,

**Vu** le courrier de saisine du Préfet de la Seine-Saint-Denis en date du 18 janvier 2021 demandant l'avis de l'EPT Paris Terres d'Envol sur la mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France,

**Considérant** que ladite enquête publique a eu pour objet :

- De déclarer d'utilité publique l'ensemble des travaux nécessaires à la réalisation de cette maison d'arrêt,
- De mettre en compatibilité le PLU de la commune de Tremblay-en-France, en application des articles L.153-54 et 55 et R.153-14 et suivants du code de l'urbanisme,

Accusé de réception en préfecture  
093-200058097-20210301-11-01-03-2021-DE  
Date de télétransmission : 15/03/2021  
Date de réception préfecture : 15/03/2021

- De déterminer précisément l'identité des propriétaires, exploitants et ayants droit, des parcelles concernées par le projet, et d'obtenir les renseignements relatifs à leur identité dans le cadre de cette parcellaire diligentée afin de procéder, à l'amiable ou par voie d'expropriation, aux acquisitions foncières nécessaires à la réalisation du projet,

**Considérant** l'avis favorable émis par la commissaire enquêtrice au dossier de déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la maison d'arrêt de la Seine-Saint-Denis, assorti de six recommandations,

**Considérant** l'avis favorable émis par la commissaire enquêtrice sur la mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France dans le cadre du projet de construction de la maison d'arrêt de Seine-Saint-Denis,

**Considérant** qu'en vertu des dispositions des articles L. 153-57 et R. 153-14 du code de l'urbanisme, l'EPT Paris Terres d'Envol dispose de deux mois à compter de la saisine du Préfet de la Seine-Saint-Denis pour émettre un avis sur la mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France,

**Considérant** que cette mise en compatibilité dudit PLU se traduit par :

- Le reclassement de terrains agricoles dans une zone à urbaniser spécifique, intitulée 1AUp uniquement destinée à la réalisation de l'établissement pénitentiaire,
- La reprise du rapport de présentation afin de justifier le règlement de la nouvelle zone 1AUp et de modifier les récapitulatifs des zonages,
- La reprise de deux axes du Plan d'aménagement et de développement durables (PADD) afin de compléter les orientations et de dessiner l'implantation de l'établissement pénitentiaire,
- La reprise du plan de zonage afin de traduire le reclassement des terrains concernés,
- L'écriture du règlement d'urbanisme de la zone 1AUp afin d'y introduire les dispositions propres à cette nouvelle zone,

**Considérant** que le périmètre du projet est actuellement inscrit en zone agricole (A) du PLU de Tremblay-en-France et qu'il sera consommateur d'environ 15 hectares de terres agricoles, ce qui représente 0,7 % de la superficie de la commune de Tremblay-en-France et 6 % de la superficie des zones A du PLU de la commune,

**Considérant** que cette consommation de terres agricoles est en contradiction avec la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi ALUR, et la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, dite loi ELAN, qui mettent l'accent sur la nécessaire réduction du rythme d'artificialisation des espaces naturels et agricoles,

**Considérant** que, dans son avis sur l'enquête préalable à la DUP, la commissaire enquêtrice recommande entre autres :

- De mettre à jour rapidement l'évaluation environnementale afin de limiter les impacts sur l'environnement et éclairer les choix à faire,
- D'élargir les mesures de compensation collective agricole à des projets du territoire,
- De travailler sur l'accessibilité du futur établissement en comité préfectoral, cette recommandation rejoignant les inquiétudes des communes de Villepinte et de Tremblay-en-France quant aux incidences du projet sur l'augmentation de trafic sur la RD 40 et les sorties/entrées de l'A 104 et la nécessité de les considérer dans le cadre des études en cours de la requalification de la RD 40,

**Considérant** que, bien que répondant en partie aux observations formulées par l'EPT Paris Terres d'Envol et les communes de Villepinte et Tremblay-en-France, dans le cadre de l'enquête publique unique, ces recommandations qui n'ont pas de portées prescriptives ne sont pas une garantie suffisante pour s'assurer de la mise en place de mesures de compensation sur l'espace territorial,

**Après en avoir délibéré,**

- **Emet** un avis défavorable à la mise en compatibilité du PLU de la commune de Tremblay-en-France nécessaire à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de la maison d'arrêt de Seine-Saint-Denis.
- **Autorise** le Président de l'EPT Paris Terres d'Envol, ou en cas d'absence ou d'empêchement son représentant délégué, à signer tous documents relatifs à la présente délibération.
- **Précise** que cette délibération produira ces effets juridiques dès l'exécution des mesures de publicité conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, avec notamment mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal d'annonces légales.
- **Précise** que la présente délibération, qui deviendra exécutoire à l'accomplissement de la plus tardive des formalités de publicité, sera notifiée à l'ensemble des personnes publiques associées.
- **Dit** que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de l'EPT Paris Terres d'Envol dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification, de sa transmission au contrôle de légalité, et de sa publication dans un journal d'annonces légales. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet.
- **Dit** que la présente délibération peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Montreuil (7 rue Catherine Puig - niveau 206 rue de Paris – 93558 Montreuil cedex) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité, et de sa publication dans un journal d'annonces légales ou à compter de la réponse explicite ou implicite du Président de l'EPT Paris Terres d'Envol si un recours a été préalablement exercé.

**Adopté à l'unanimité**  
(73 voix pour, 4 abstentions)

